

TABLE DES MATIÈRES

PAGES

INTRODUCTION.

1. Position de la question et plan.....	1
---	---

CHAPITRE PREMIER : La *Summa divisio* des dispositions communautaires

2. Les deux catégories principales de dispositions du droit communautaire	5
3. Précision terminologique concernant les dispositions immédiatement et directement applicables.....	8
4. Les dispositions communautaires à effet indirect ou indirectement applicables	12
5. Les dispositions communautaires à effet direct ou directement applicables	14
6. Les principales différences entre les deux catégories de la <i>summa divisio</i>	15
7. L'opposition d'intérêts entre particuliers et Etat membre, en tant que sujets de droit communautaire....	18
8. Les intérêts des particuliers et la protection juridictionnelle	22
9. La protection juridictionnelle des particuliers face aux actes des deux catégories de la <i>summa divisio</i> ..	25

10. La protection juridictionnelle des particuliers face aux dispositions communautaires à effet indirect...	25
11. La protection juridictionnelle des particuliers face aux dispositions communautaires à effet direct....	36
12. Les principales différences entre les deux recours...	40
13. La protection juridique des particuliers en cas de conflit entre le droit communautaire et la loi nationale ultérieure	45
14. La frontière séparant les deux catégories.....	48
CHAPITRE II : <i>La jurisprudence de la CJCE en matière de dispositions directement applicables pendant la première phase</i>	51
15. La notion de dispositions self-executing en « droit constitutionnel international »	51
16. La politique jurisprudentielle inaugurée par la CJCE	54
17. Le critère proposé par la CJCE dans l'arrêt 26/62..	54
18. Avantages et effets de ce critère pour le droit communautaire	59
19. D'autres applications du même critère.....	64
20. Dispositions des directives en tant que dispositions directement applicables	65
21. Les décisions adressées aux Etats membres et leurs effets concernant les particuliers.....	70
CHAPITRE III : <i>La jurisprudence de la CJCE pendant la seconde phase</i>	83
22. La tendance de la CJCE pendant la deuxième phase	83
23. Les voies juridiques empruntées par les premiers arrêts Lütticke	85
24. La signification des dispositions fiscales.....	89
25. Problématique de l'article 95 alinéa 1.....	90
26. Problématique de l'article 95 alinéa 3.....	93

CHAPITRE IV : <i>La controverse concernant les dispositions fiscales du Traité de la CEE en Allemagne</i>	101
27. Les effets de l'arrêt 57/65 en Allemagne et leurs inconvénients	101
28. Position et action du Ministère des Finances.....	104
29. La position du Bundesfinanzhof en matière de suspension d'exécution des avis de taxation.....	106
30. Les incertitudes juridiques provoquées en Allemagne par l'arrêt 57/65.....	108
31. Position du Bundesfinanzhof et la décision préjudicielle de la CJCE.....	110
CHAPITRE V : <i>Examen critique de plusieurs solutions données par la CJCE par les arrêts du 4 avril 1968</i>	117
32. Position de la question.....	117
33. Le problème des produits comparables et la portée de l'article 95 (Affaire 31/67)	117
34. Analyse critique de la solution de la CJCE.....	119
35. Le problème de l'applicabilité directe de l'article 95, 2° alinéa (Affaire 27/67)	123
36. Analyse critique de la solution de la CJCE.....	125
37. Les problèmes du caractère directement applicable de l'article 97 (Affaires 28/67 et 25/67)	129
38. Analyse critique de la solution de la CJCE.....	130
39. Les dispositions directement applicables et l'article 8 alinéa 7	136
40. Considérations finales	138